



Juriste PME

400H SUR 6 À 18 MOIS

Public

Tout public :

- Justifiant de 3 années d'expérience professionnelle toute activité et d'un titre de niveau BAC
- ou d'un titre de niveau BAC+2

Le métier de Juriste PME

Le juriste PME a pour mission essentielle de protéger l'entreprise, son patrimoine et ses dirigeants des risques juridiques liés à l'activité. Il conseille également la Direction et les Directions opérationnelles sur les implications juridiques de leurs décisions. Généraliste des droits applicables à l'entreprise, sa polyvalence lui permet de s'adapter au contexte de chaque PME.

La mission d'un Juriste PME est à la fois celui de conseiller les dirigeants, gérer les contentieux et assurer une veille juridique. Il défend les intérêts de la société dans laquelle il exerce.

Il travaille ainsi à délivrer les actes juridiques, tels que les contrats, avenants ou déclarations découlant d'obligations légales, afin de s'assurer de leur conformité aux textes de lois et à l'interprétation qui en est faite par la jurisprudence. Sa clientèle est presque exclusivement interne et peut varier en fonction de ses attributions. Les critères de performance dépendent surtout de la structure dans laquelle le juriste travaille.

Un juriste travaillant dans une PME occupe un poste généraliste et doit se montrer capable de traiter des problématiques différentes. Il doit savoir mener une veille active car le droit est un domaine qui évolue rapidement. Un juriste doit être capable d'évaluer une opération, d'analyser toutes les hypothèses possibles, afin d'apporter des solutions pour anticiper et réduire les risques liés à cette opération.

La formation

Après une éventuelle remise à niveau sur les principes fondamentaux du droit, la formation se focalise sur l'apprentissage des compétences les plus usuelles en matière de droit social et des sociétés, ainsi que sur l'apprentissage des procédures fiscales et de recouvrement. La polyvalence et la capacité d'adaptation du futur juriste PME est favorisée par la multiplicité des situations professionnelles proposées tout au long de la formation.

Une attestation de fin de formation vous est remise à l'issue de votre parcours. Comptalia vous propose également de certifier votre formation à l'occasion des sessions d'examens de novembre et mai.



Programme

Remise à niveau en Droit (Facultative - 80h)

Droit des sociétés (100h)

- L'entreprise en société
- La société anonyme - 1^{ère} partie
- La société anonyme - 2^{ème} partie
- La société à responsabilité limitée
- Les autres sociétés commerciales
- Les sociétés civiles et les sociétés sans personnalité juridique
- Les autres types de groupement
- Le droit pénal des groupements d'affaires

Droit social (100h)

- Introduction à l'étude du droit social
- La formation du contrat de travail
- Les conditions de travail
- Les événements qui affectent la relation de travail
- La rupture du contrat de travail
- Les pouvoirs de l'employeur et les libertés des salariés
- La représentation collective
- La négociation collective
- L'association des salariés aux performances de l'entreprise
- La protection sociale (pas régime agricole ni celui des indépendants...)
- Les contrôles et le contentieux social

Gestion juridique, sociale et fiscale (140h)

- Eléments généraux sur les contrats
- La diversité des contrats d'entreprise
- L'entreprise et le droit pénal
- Droit de la concurrence
- Contrôle et contentieux fiscal
- L'entreprise et la dimension environnementale
- Le développement de l'entreprise (I)
- Le droit des NTIC - La fiscalité des échanges internationaux (II)
- Le financement de l'entreprise
- L'entreprise en difficulté
- La transmission et la disparition de l'entreprise

Recouvrement contentieux - 60 h

- La gestion des risques client
- Recouvrement contentieux et procédures judiciaires

Une question, un point complet sur votre projet ou un devis ? Vous souhaitez vous inscrire ?

Contactez votre conseiller au **+213 561 800 991**